

Pétitions

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LA LOI ANTI-INFLATION

DÉPÔT DES DOSSIERS RENVOYÉS AU DIRECTEUR CONCERNANT LA DIVISION SCOLAIRE N° 42 DE LA VALLÉE DE LA SOURIS

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suis à présent en mesure de déposer des dossiers qui ont été renvoyés au Directeur, en vertu de la loi anti-inflation, concernant la division scolaire n° 42 de la vallée de la Souris.

● (1510)

M. l'Orateur: Comme c'est le moment habituellement réservé aux pétitions, des députés de Terre-Neuve ont exprimé leur intention de déposer un nombre assez impressionnant de pétitions. Par ordre d'ancienneté à la Chambre—je ne suis pas tout à fait certain pour les deux premiers, mais je le suis davantage pour les deux derniers—et sans essayer de déterminer si les circonscriptions doivent être annoncées par ordre alphabétique ou autrement, les quatre députés sont: le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath), le député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall), le député de Grand Falls-White Bay-Labrador (M. Rompkey) et le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Sauf erreur, ils ont des pétitions à déposer, et elles seront reçues de la manière habituelle.

* * *

LES PÊCHES

PRÉSENTATION DE PÉTITIONS EXIGEANT UNE PROTECTION ACCRUE DES CHASSEURS DE PHOQUES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, conformément aux dispositions de l'article 67 du Règlement, je désire présenter une pétition au nom de mes commettants pour demander que la loi protège mieux les chasseurs de phoques et que la loi et les règlements sur les pêches soient modifiés pour interdire à toute personne de pénétrer dans un secteur défini au moyen d'un véhicule, d'un avion ou d'un bateau, sans avoir obtenu un permis à cet effet du ministre des Pêches.

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Moi aussi, monsieur l'Orateur, je tiens, par ordre d'ancienneté, à présenter, en vertu des dispositions de l'article 67 du Règlement, une pétition portant la signature de 15,536 citoyens de la circonscription de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe, priant les législateurs d'accorder une plus grande protection aux chasseurs de phoque au moyen de modifications à la loi et au règlement sur les pêcheries, et d'examiner tous les moyens de raffermir la loi et le règlement sur les pêcheries afin d'assurer aux chasseurs de phoque tout l'appui et toute la protection possibles.

M. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Je veux moi aussi, monsieur l'Orateur, présenter une pétition au nom de mes commettants de Grand Falls-White Bay-Labrador qui réclament qu'on raffermisse la loi afin d'assurer une plus grande protection aux chasseurs de phoque et d'écarter de la zone de chasse ceux qui ne s'y rendent pas pour des fins légitimes, mais uniquement pour embarrasser les chasseurs dans l'accomplissement légitime de leur travail.

[M. l'Orateur.]

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Aux termes de l'article 67 du Règlement, monsieur l'Orateur, je voudrais présenter à la Chambre 1,871 pétitions réunissant les signatures de 6,024 Terre-Neuviens de la circonscription de Saint-Jean-Ouest qui réclament plus de protection pour nos chasseurs de phoque contre les amateurs de publicité et de scandale.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, on répond aujourd'hui aux questions n°s 1269, 1734, 1792, 1794, 1796, 1824, 1854, 1855, 1879, 1958, 2476 et 2645.

[Texte]

LES PERMIS DE TRAVAIL DÉLIVRÉS À DES AIDES MÉNAGÈRES
Question n° 1269—**M. Epp:**

1. Combien de permis de travail ont été délivrés aux aides ménagères en a) 1970, b) 1971, c) 1972, d) 1973, e) 1974, f) 1975?

2. Dans chaque cas, quelle était la citoyenneté, par pays d'origine, des personnes qui se sont vu accorder ces permis de travail pour effectuer des travaux ménagers en a) 1970, b) 1971, c) 1972, d) 1973, e) 1974, f) 1975?

3. Tient-on compte des conditions de travail et des offres salariales avant d'accorder des permis de travail et, dans l'affirmative, sur quels critères se fonde-t-on?

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): 1. Pour a), b) et c), Sans objet. Aucun permis de travail n'a été délivré avant 1973. d) 3,512; e) 5,903; f) 9,154.

2. a) Sans objet; b) Sans objet; c) Sans objet; d) Angleterre 519, Autriche 14, Belgique 1, Danemark 35, Finlande 23, France 91, République fédérale d'Allemagne 126, Grèce 19, Hongrie 3, République d'Irlande 10, Italie 7, Pays-Bas 19, Norvège 5, Pologne 39, Portugal 71, Espagne 14, Suède 37, Suisse 100, U.R.S.S. 1, Yougoslavie 6, Turquie 1, Roumanie 2, Égypte 4, République d'Afrique du Sud 6, Algérie 1, Kenya 1, Maroc 4, Tunisie 2, Gambie 1, Ghana 1, République malgache (Madagascar) 1, Nigeria 11, Sierra Leone 1, Sri Lanka 2, Formose (T'ai-wan) 5, Inde 19, Israël 7, Japon 28, Liban 6, Pakistan 8, Syrie 1, Indonésie 1, Philippines 18, Fédération de Malaysia 4, Singapour 3, Afghanistan 1, Corée du Sud 1, Thaïlande 3, Viêt-nam du Sud 6, autres pays d'Asie (N.M.A.) 1, Australie 22, Nouvelle-Zélande 6, États-Unis 138, Mexique 17, Costa Rica 3, El Salvador 22, Guatemala 13, Honduras 2, Nicaragua 3, Panama 1, Jamaïque 1258, Trinidad et Tobago 210, la Barbade 57, Anguilla 3, Antigua 7, la Dominique 10, Grenade 25, Saint-Christophe 3, Sainte-Lucie 7, Saint-Vincent 27, République dominicaine 3, Haïti 134, Argentine 12, Brésil 6, Guyane 139, Chili 11, Colombie 20, Pérou 17, Uruguay 3, Venezuela 9, Bolivie 1, Équateur 25, Île Maurice 1, apatrides 7. e) Angleterre 1402, Autriche 25, Belgique 5, Tchécoslovaquie 1, Danemark 42, Finlande 13, France 163, République fédérale d'Allemagne 107, Grèce 20, Hongrie 4, République d'Irlande 25, Italie 11, Pays-Bas 41, Norvège 14, Pologne 71, Portugal 107, Espagne 22, Suède 58, Suisse 227, Yougoslavie 9, Turquie 1, Liechtenstein 1, Égypte 6, Rhodésie 1, République d'Afrique du Sud 9, Algérie 1, Kenya 1, Maroc 1, Tunisie 1, République populaire du Bénin